



25 ans de dynamiques économiques en Nord-Pas-de-Calais-Picardie

En 2013, le produit intérieur brut du Nord-Pas-de-Calais-Picardie s'élève à près de 150 milliards d'euros. La région produit ainsi 7,3 % de la richesse créée en France métropolitaine. Depuis 25 ans, sa croissance économique est toutefois modeste. La région a notamment subi plus fortement l'impact de la crise de 2008-2009. Le produit intérieur brut par habitant reste faible, en raison d'une moindre productivité du travail et d'un volume limité d'emplois offerts à la population résidente. Même si elles tendent à s'estomper, les spécificités du tissu productif régional modèrent en effet la productivité du travail. Depuis 1990, le nombre d'emplois par habitant progresse sensiblement grâce à la forte hausse du taux d'activité féminin. Grâce à cette évolution favorable, le PIB par habitant progresse au même rythme qu'en France de province.

Laure Leroy, Insee

En 2013, la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie dispose d'un niveau de richesse, mesurée par le produit intérieur brut (PIB), approchant 147 milliards d'euros. Elle appartient à un groupe de régions disposant d'un PIB proche de 150 milliards d'euros, avec Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées et Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine (*figure 1*).

La région représente 7,3 % de la richesse créée en France métropolitaine et 10 % de celle dégagée par l'activité économique des régions de province.

Avec un PIB de près de 102 milliards d'euros, l'ancienne région Nord-Pas-de-Calais contribue à hauteur de 70 % à la richesse de la région actuelle. L'ancienne région Picardie y contribue pour 30 %, avec un PIB de 45 milliards d'euros.

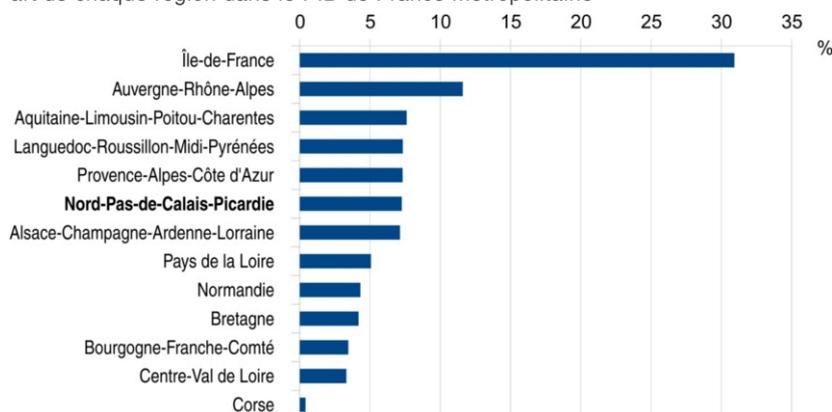
Une faible progression du PIB depuis 25 ans et un très fort impact de la crise de 2008

Depuis 25 ans, la croissance économique régionale est inférieure à la moyenne nationale. Le PIB régional augmente en moyenne de 1 % par an entre 1990 et 2013, contre + 1,4 % pour la France de

province. Le Nord-Pas-de-Calais-Picardie compte parmi les cinq régions ayant enregistré la plus faible progression du PIB en 25 ans (*figure 2a*). La croissance régionale a été néanmoins un peu plus soutenue que celle des régions du quart nord-est de la France (hors Île-de-France).

1 Un groupe de cinq régions au poids économique comparable

Part de chaque région dans le PIB de France métropolitaine



Source : Insee, Comptes régionaux, données en volume base 2010.

Le nouveau découpage régional masque cependant certaines spécificités territoriales : la croissance de l'ancienne région Nord-Pas-de-Calais suit davantage la tendance nationale sur la période (+ 1,2 % par an). En Picardie, la progression du PIB est plus faible (+ 0,7 % par an, soit deux fois moins que la moyenne de province).

Entre 1990 et 2013, le PIB progresse dans toutes les régions métropolitaines, mais cette évolution n'est pas linéaire. Toutes les régions subissent l'impact des crises monétaires et financières de 1993 et 2008-2009 et la croissance est plus soutenue au cours de la période intermédiaire 1993-2007.

Le rythme de croissance du Nord-Pas-de-Calais-Picardie suit sensiblement celui de la France de province durant la première moitié des années 1990, avant de ralentir progressivement durant la décennie suivante. La crise économique de 2008-2009 a sévèrement touché l'économie régionale. Entre 2008 et 2013, le PIB régional baisse de 0,4 % par an en moyenne. Avec la Normandie, l'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine et la Bourgogne-Franche-Comté, le Nord-Pas-de-Calais-Picardie fait partie des quatre régions dont le PIB n'a pas retrouvé fin 2013 son niveau de 2008 (figure 2b).

Sur le périmètre des anciennes régions, l'impact de la crise de 2008 est un peu moins prononcé pour le Nord-Pas-de-Calais (baisse du PIB de 0,3 % par an en moyenne) que pour la Picardie (-0,5 %).

Un tissu productif qui poursuit sa mutation

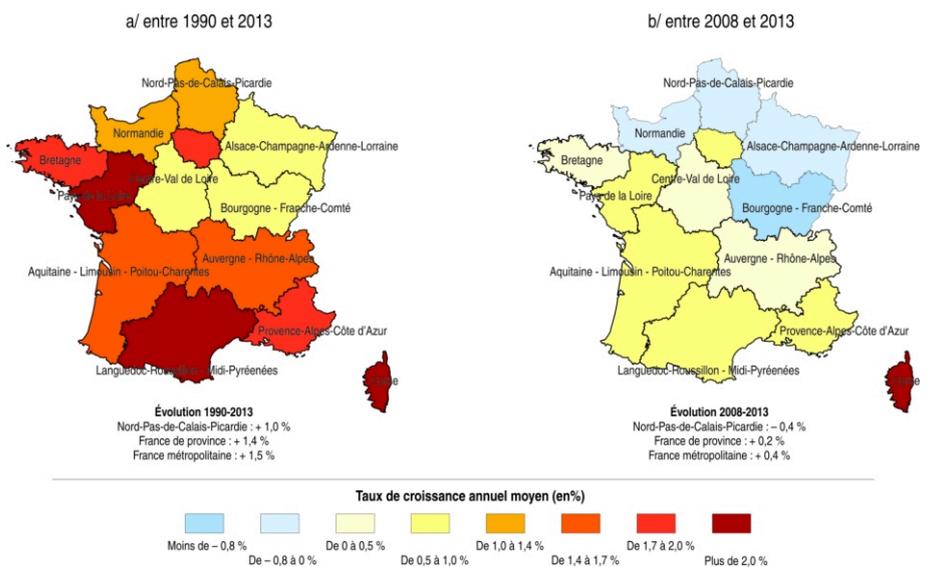
Depuis 1990, à l'instar de l'économie française, le tissu économique régional poursuit un double mouvement de transformation.

D'une part, le poids de l'industrie continue à se réduire, tant en termes d'emplois que de créations de richesses. La part de l'industrie dans la valeur ajoutée régionale passe de 28 % en 1990 à environ 17 % en 2013. La région rejoint ainsi le niveau de la France de province. Certains secteurs industriels restent toutefois très présents dans la région : la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique, l'industrie chimique, l'industrie agroalimentaire, la métallurgie et la fabrication de matériels de transport.

D'autre part, la tertiarisation de l'économie se poursuit : le secteur tertiaire représente aujourd'hui 75 % de la valeur ajoutée régionale, contre environ 62 % en 1990. La région se distingue par une surreprésentation du tertiaire non marchand, dont la part dans la création de richesse s'est accrue à un rythme plus rapide qu'au niveau national, en

2 Une croissance inférieure à la moyenne depuis 1990 et un recul depuis 2008

Évolution annuelle moyenne des PIB régionaux en volume (en %)



Source : Insee, Comptes régionaux, données en volume base 2010.

particulier suite à la récession de 2008-2009. Les services non marchands représentent ainsi près de 28 % de la valeur ajoutée régionale contre 25 % pour la France de province. Les activités liées à la santé humaine et à l'enseignement sont particulièrement présentes : la région regroupe plus de 9 % des emplois nationaux de ces secteurs. Malgré un léger rattrapage du niveau national hors Île-de-France, le tertiaire marchand reste à l'inverse sous-représenté dans la région.

Au sein de la région, la structure productive du Nord-Pas-de-Calais est plus proche de celle de la France de province. En Picardie, le poids de l'industrie dans la richesse créée reste important, avec 19 % de la valeur ajoutée contre 16 % dans le Nord-Pas-de-Calais. De même, la part du tertiaire marchand dans la richesse régionale est sensiblement identique à celle de la France de province pour le Nord-Pas-de-Calais, et moindre en Picardie. Enfin, la surreprésentation du tertiaire non marchand est plus prononcée pour l'ancienne région Nord-Pas-de-Calais.

Un faible niveau de PIB par habitant en 2013, mais une progression similaire à la province

Le niveau de richesse d'un territoire s'apprécie également au regard de sa population résidente, afin d'estimer le potentiel de ressources dont chacun dispose théoriquement. L'indicateur du PIB par habitant permet ainsi de s'affranchir des disparités démographiques et facilite les comparaisons entre régions.

La région Nord-Pas-de-Calais-Picardie dispose en 2013 du plus faible niveau de PIB par habitant de France métropolitaine (hors Île-de-France), avec environ 25 200 euros de richesse produite par habitant, contre 27 700 euros. Bien qu'il soit moins élevé dans la région, son rythme de progression suit la tendance de province sur l'ensemble de la période 1990-2013 (autour de + 2,4 % par an en moyenne) (figure 3a). S'il était sensiblement plus dynamique jusqu'à la crise de 2008, le rythme de croissance du PIB par habitant a chuté depuis.

Le niveau de PIB par habitant est influencé par différents facteurs, à la fois économiques et démographiques. Il est en effet d'autant plus élevé que la proportion de personnes susceptibles de créer de la richesse est importante sur le territoire, que la région offre des emplois à fort potentiel de valeur ajoutée (ou à productivité élevée) et qu'elle attire des actifs pour réaliser cette activité sur le territoire régional.

La décomposition du PIB par habitant (définitions) permet d'apprécier plus précisément l'influence de ces différents facteurs, en premier lieu desquels le niveau de PIB par emploi, indicateur lié à la structure productive du territoire.

Une moindre productivité du travail, liée à un tissu productif plus défavorable

Le niveau de valeur ajoutée dégagée par les emplois occupés détermine en partie la richesse moyenne par habitant. Il est mesuré par le PIB par emploi, également appelé productivité « apparente » du travail (définitions).

En 2013, la productivité du travail avoisine dans la région 69 200 euros, un niveau proche de la moyenne de province située à 70 200 euros. Les disparités régionales en termes de PIB par emploi sont globalement moindres que celles du PIB par habitant. La région ne compte pas parmi celles disposant des plus hauts niveaux de productivité du travail. Une opposition se dessine entre les régions du sud et une partie de l'est à forte productivité et les régions du nord et de l'ouest. Le Nord-Pas-de-Calais-Picardie se classe ainsi au 9^e rang des régions métropolitaines, en tête desquelles figure l'Île-de-France. Sa situation s'est dégradée depuis 1990, où elle occupait la 4^e place. La productivité augmente moins vite dans la région qu'en moyenne nationale sur l'ensemble de la période 1990-2013, notamment depuis 2008 (*figure 3b*).

La structure du tissu productif régional explique en partie cette moindre productivité des emplois. En effet, en dépit du rapprochement entre la structure productive régionale et celle de la France de province, la région conserve des

spécificités dans des activités à faible valeur ajoutée. Le secteur tertiaire marchand, dont le poids est plus faible dans la région qu'au niveau métropolitain, regroupe en effet des emplois dégageant dans l'ensemble une importante valeur ajoutée. Au sein même de ce secteur, les activités à moindre valeur ajoutée sont par ailleurs plus présentes dans la région : les emplois sont davantage des emplois d'exécution que de conception ou de direction. Les services à haute valeur ajoutée du tertiaire marchand (services financiers et d'assurance, services informatiques et communication, activités spécialisées, scientifiques et techniques) sont moins présents dans la région. Alors que le Nord-Pas-de-Calais-Picardie se classe au 3^e rang pour l'emploi total, il occupe le 4^e rang pour l'emploi dans les services financiers et d'assurance et au 5^e pour les services informatiques et communication.

À l'inverse, la région présente la plus forte proportion d'emplois dédiés au tertiaire non marchand, derrière la Corse, avec près de 35 % de l'emploi total en 2013. Or, ce secteur, qui

relève en grande partie de la sphère publique, rassemble des activités à faible création de valeur ajoutée et dont la productivité évolue peu depuis 1990. Les gains de productivité du secteur ont été en outre plus faibles dans la région qu'au niveau métropolitain, en particulier depuis 2008.

Par ailleurs, la valeur ajoutée dégagée par le secteur industriel a fortement chuté en Nord-Pas-de-Calais-Picardie depuis la crise de 2008 (-2,3 % entre 2008 et 2013, contre -0,5 % au niveau métropolitain). Le poids de l'industrie dans la valeur ajoutée régionale a ainsi diminué d'environ 11 points depuis 1990, une baisse plus importante qu'au niveau métropolitain mais qui reste légèrement inférieure à celle des emplois industriels sur la même période. La « désindustrialisation » est donc relative lorsque l'on s'attache à la seule création de richesse du secteur. La productivité gagnée par le secteur, essentiellement avant 2008, est venue compenser une partie des pertes d'emplois.

Une densité d'emploi encore faible mais en nette progression

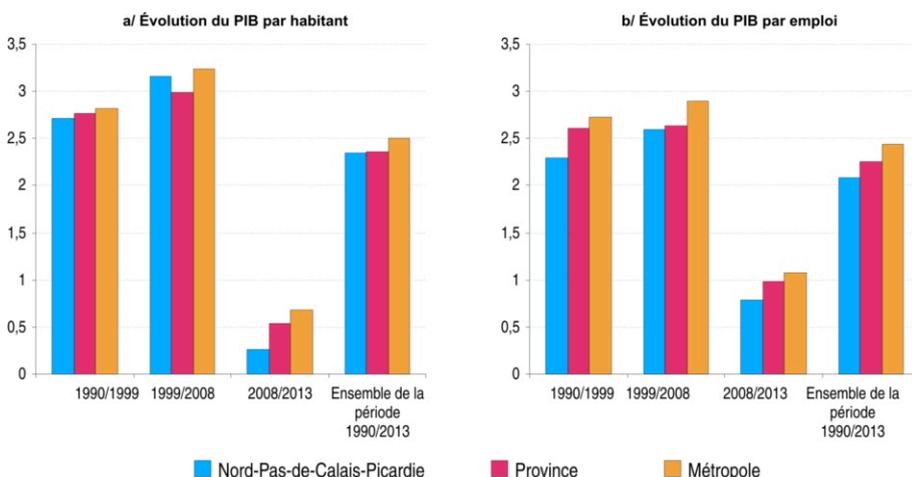
Le PIB régional par habitant est le produit du PIB par emploi par la densité régionale d'emplois, mesurant le nombre d'emplois disponibles pour 100 habitants dans la région (*définitions*). Or, outre une moindre productivité du travail, le Nord-Pas-de-Calais-Picardie présente une densité d'emplois plus faible qu'en moyenne métropolitaine. Avec 36 emplois pour 100 habitants en 2013, la région se classe en dernière position des régions métropolitaines, loin derrière Auvergne-Rhône-Alpes qui arrive en tête des régions de province, avec 42 emplois pour 100 habitants.

Cependant, entre 1990 et 2013, la densité d'emploi progresse nettement en Nord-Pas-de-Calais-Picardie. En passant de 34 % à 36 %, elle compte parmi les quatre régions ayant enregistré la plus forte hausse depuis 1990, avec la Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Pays-de-la-Loire.

Cette dynamique positive du nombre d'emplois par habitant résulte elle-même de différents facteurs (*définitions*), et en premier lieu de la progression importante du taux d'activité régional (*figure 4*). Bien qu'il reste inférieur à celui des autres régions, il s'est accru de plus de 7 points depuis 1990, un rythme plus rapide que dans la majorité des régions de province. Cette évolution plus favorable s'explique en particulier par la forte progression du taux d'activité féminin (+16 points entre 1990 et 2011, contre +13 points au niveau métropolitain).

3 Une progression du PIB par habitant qui suit la tendance nationale, malgré une faible croissance du PIB par emploi

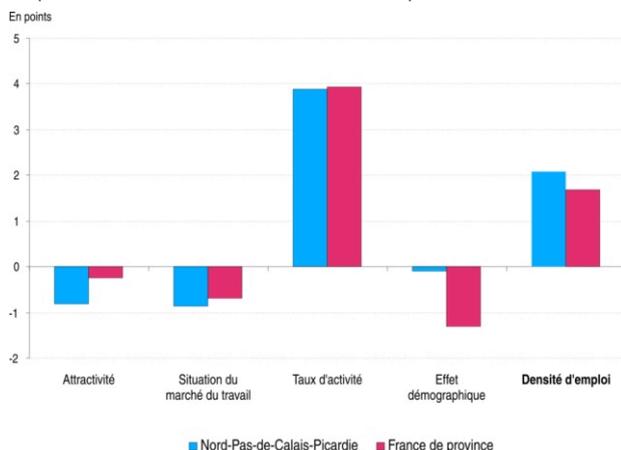
Évolution moyenne annuelle du PIB par habitant et par emploi entre 1990 et 2013, en %



Source : Insee, Comptes régionaux, données en volume base 2010.

4 Une densité d'emploi en hausse mais pénalisée par un marché du travail dégradé

Évolution et décomposition de l'évolution de la densité d'emplois entre 1990 et 2013, en points



Note de lecture : entre 1990 et 2013, l'emploi par habitant a progressé de 2,1 points en Nord-Pas-de-Calais-Picardie. L'augmentation du taux d'activité a permis de faire gagner 3,9 points à l'emploi par habitant, alors que l'attractivité du territoire l'a réduit de 0,8 point.

Sources : Insee, comptes régionaux, données en volume base 2010, recensements de la population, Estel.

La région profite par ailleurs d'une structure démographique plutôt favorable à sa dynamique économique, en raison de la relative jeunesse de sa population. Elle compte ainsi parmi les trois régions de province disposant des plus fortes proportions de population en âge de travailler, avec Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine et Auvergne-Rhône-Alpes. Cette dynamique est cependant restreinte par la situation plus dégradée du marché du travail, qui réduit les capacités d'embauche de cette population.

Le Nord-Pas-de-Calais-Picardie souffre également d'un certain déficit en matière d'attractivité du territoire : le nombre d'emplois offerts à la population active résidente est plus limité que dans de nombreuses régions. Ce manque explique qu'un nombre important de résidents occupent un emploi dans une autre région ou dans les pays frontaliers, ce qui contribue au PIB de ces territoires.

Malgré l'impact négatif de ces différents facteurs, la densité d'emploi régionale progresse. Cette hausse vient compenser la faible évolution de productivité du travail entre 1990 et 2013. Elle permet ainsi à la croissance du PIB par habitant de suivre malgré tout la tendance nationale sur l'ensemble de la période. ■

Définitions

Produit intérieur brut (PIB) :

Le PIB d'une région est un indicateur de la richesse créée dans la région. Il est issu de la répartition du PIB national dans son approche productive : somme des valeurs ajoutées, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits. Le calcul repose sur la localisation de la valeur ajoutée des entreprises au prorata de la masse salariale versée dans les établissements qui en dépendent.

PIB en volume :

Le PIB en valeur s'exprime en euros de l'année pour lequel il est établi. Pour les comparaisons dans le temps, il est corrigé de l'effet prix (inflation) afin de suivre l'évolution de la production : dans ce cas, il est dit « en volume ». L'évolution du PIB en volume aux prix de l'année précédente détermine la croissance. Dans cet article, pour des comparaisons sur longue période, les PIB en volume ne sont pas au prix de l'année précédente, mais corrigés par l'indice des prix chaînés en base 2010.

Valeur ajoutée :

La valeur ajoutée est égale à la valeur de la production diminuée de la valeur de la consommation intermédiaire (valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production).

PIB par emploi :

Le PIB par emploi mesure la richesse créée par emploi. C'est le rapport du PIB régional au nombre moyen d'emplois dans la région au cours de l'année (moyenne de l'emploi au 31 décembre). Ce n'est pas exactement la productivité du travail, qui rapporte uniquement la valeur ajoutée au nombre d'emplois.

Ces indicateurs dépendent de la structure d'activité et de la combinaison capital-travail mise en œuvre. La productivité « apparente » du travail ne tient compte que du seul facteur travail comme ressource mise en œuvre. Le terme « apparente » rappelle que la productivité dépend de l'ensemble des facteurs de production et de la façon dont ils sont combinés.

Décomposition du PIB par habitant :

Le PIB par habitant mesure la richesse créée par habitant. C'est le rapport du PIB à la population moyenne qui réside dans le territoire au cours de l'année (moyenne de la population au 1^{er} janvier).

Dans son approche productive, le PIB régional par habitant est le produit du PIB par emploi par la densité régionale d'emplois offerts à la population (nombre d'emplois dans la région pour 100 habitants).

$$\text{PIB/habitant} = \text{PIB/emploi} \times \text{Densité d'emplois}$$

Le PIB par habitant peut également faire l'objet d'une décomposition plus fine, en déclinant les différentes composantes de la densité d'emplois :

PIB/habitant = PIB par emploi

x Taux d'activité (rapport de la population active (actifs occupés et chômeurs) sur la population en âge de travailler (15-64 ans) (en %))

x Situation du marché du travail (rapport de la population active occupée sur la population active (en %))

x Attractivité du territoire (rapport des emplois sur la population active occupée (en %))

x Effet démographique (rapport entre la population en âge de travailler (15-64 ans) et le nombre d'habitants (en %))

Insee Nord-Pas-de-Calais-Picardie

130 avenue du Président J.F. Kennedy
CS 70769

59034 Lille Cedex

Directeur de la publication :

Daniel Huart

Référent étude qualité :

Sébastien Terra

ISSN 2493-1292

ISSN en ligne n° 2492-4253

© Insee 2016

Crédits photos :

© Laurent Ghesquière

© Anais Gadeau

© Laurent Rousselin

Pour en savoir plus

- Brière L. et Clément E., « Croissance dans les régions : davantage de disparités depuis la crise », Insee Première n° 1501, juin 2014.
- « La France et ses territoires », Insee Références, édition 2015, avril 2015.
- Hurpeau B., « Élaboration des produits intérieurs bruts régionaux en base 2010 : principes et méthodologie », document de travail n° H2016-01, mai 2016.
- Hurpeau B., « Les produits intérieurs bruts régionaux de 1990 à 2013 », Insee Focus n° 60, juillet 2016.

